



Numéro PPQ/5932

mardi 22 janvier 2013

ACTUALITES EN BREF DU MARDI

- Pour Ban, il faut en finir avec la «tyrannie du statu quo» pour faire de véritables progrès en 2013
- En dépit d'un manque de fonds, le HCR renforce ses opérations auprès des réfugiés syriens
- De nouveau en hausse, le chômage mondial pourrait continuer d'augmenter en 2013, selon l'OIT
- L'afflux de réfugiés maliens vers les pays voisins en hausse, selon le HCR
- Le Conseil de sécurité condamne le tir auquel a procédé la RPDC le 12 décembre 2012
- Ban exhorte les États Membres de la Conférence du désarmement à sortir de l'impasse
- L'Assemblée crée un groupe de travail chargé de définir des objectifs de développement durable post-2015
- Des agences de l'ONU se mobilisent contre le gaspillage alimentaire
- Le HCDH condamne l'exécution d'un Iranien, mineur au moment des faits pour lesquels il a été condamné

Pour Ban, il faut en finir avec la «tyrannie du statu quo» pour faire de véritables progrès en 2013



Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'adressait à l'Assemblée générale pour la première fois en 2013. Photo ONU/Rick Bajornas

22 janvier - Soulignant la nécessité de rompre avec la « routine », le Secrétaire général de l'ONU a appelé mardi à des actions innovantes afin de relever les nombreux défis auxquels fait face le monde et réaliser les objectifs communs de développement durable, de désarmement et de résolution des conflits que la communauté internationale s'est fixés.

« Mon espoir le plus sincère – et notre exigence commune la plus urgente – c'est que nous pouvons cesser de passer d'une crise à l'autre, d'un symptôme à un autre, pour nous pencher plutôt sur les causes profondes et les relations sous-jacentes et reconnaître les faiblesses de plusieurs de nos approches », a déclaré Ban Ki-moon aux États Membres de l'Assemblée générale.

Dans sa première adresse de l'année à l'organe le plus représentatif des Nations Unies, M. Ban a fait observer que, trop souvent, les gouvernements et l'ingénierie internationale sont en « pilotage automatique ».

« Les problèmes qui se posent restent dans leurs cases respectives, des tendances inquiétantes s'installent sur la durée, et tout cela parce que 'c'est ainsi qu'on fait les choses' ou parce que le changement véritable est considéré comme coûteux ou irréaliste ou que des intérêts de longue date font obstacle à la machinerie législative », a-t-il dénoncé.

« L'heure n'est plus à la routine », a tranché le Secrétaire général. « Pour façonner l'avenir que nous voulons, nous devons réfléchir et agir de manière nouvelle et différente. Nous devons faire sauter un obstacle à notre progrès commun : la tyrannie du statu quo. »

C'est particulièrement vrai des bouleversements et de l'incertitude auxquels est en proie le monde d'aujourd'hui, a poursuivi M. Ban, pour qui « des conflits armés en Afrique et au Moyen-Orient aux situations de détresses économique et



environnementale qui se multiplient sur la planète, nous sommes mis à l'épreuve chaque minute de chaque jour. »

Il y a exactement un an, le Secrétaire général avait identifié cinq domaines dans lesquels les besoins étaient considérables et l'action collective pouvait faire une réelle différence : le développement durable, la prévention, le soutien aux nations en transition, l'édification d'un monde plus sûr ; et l'autonomisation des femmes et des jeunes.

Ces impératifs, ou « opportunités générationnelles », dérivent des huit priorités que l'Assemblée générale a fixées pour les Nations Unies : le développement durable, la paix et la sécurité, l'assistance humanitaire, le désarmement, la justice, le développement de l'Afrique, la lutte contre le trafic de stupéfiants et la prévention de la criminalité, et la lutte contre le terrorisme.

Dressant un bilan des réalisations accomplies dans certains de ces domaines, le Secrétaire général s'est déclaré « encouragé », mais loin d'être satisfait. « Les exigences de notre époque, les pressions exercées sur notre planète, les souffrances endurées par les peuples au service desquels nous sommes – tout ceci exige de faire mieux en 2013 », a-t-il estimé.

Pour commencer, M. Ban a appelé les États Membres à faire preuve de générosité lors de la Conférence humanitaire sur la Syrie qui se tiendra mercredi prochain au Koweït.

« Nous devons faire tout notre possible pour venir en aide aux Syriens en détresse. Nous devons redoubler d'efforts pour mettre fin aux violences par l'entremise de la diplomatie, en surmontant les divisions au sein même de la Syrie, mais aussi de la région et du Conseil de sécurité », a-t-il affirmé, en ajoutant que cette crise figurait avoir provoqué l'un des pires afflux de réfugiés depuis celle du Kosovo, il y a 13 ans.

Le conflit en Syrie, qui a éclaté en mars 2011, a fait plus de 60.000 victimes et laissé dans le dénuement quatre millions de personnes à l'intérieur même du pays, dont la moitié est constituée de déplacés. En outre, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) estime à 650.000 le nombre de réfugiés dans les pays voisins, en Afrique du Nord et en Europe.

D'autres déplacements à grande échelle ont été observés dans la région africaine du Sahel et au Mali, dont le nord est passé sous le contrôle de groupes islamistes armés début 2012, avec des répercussions régionales et internationales considérables, a noté le patron de l'ONU.

« Dans le cadre de notre coopération avec des partenaires africains et internationaux, nous devons assumer notre responsabilité d'aider pleinement le Mali à rétablir son ordre constitutionnel et son intégrité territoriale. Parallèlement, nous devons continuer d'œuvrer à une stratégie intégrée pour la région du Sahel englobant les problématiques d'extrémisme, de pauvreté et de sécheresse et de bonne gouvernance à l'origine d'une misère si profonde et d'une telle insécurité. »

En 2013, il est également nécessaire, a plaidé le Secrétaire général, de « reconsidérer notre approche » à la situation qui prévaut en République démocratique du Congo (RDC), de préserver la solution à deux États et le processus de paix israélo-palestinien, de promouvoir davantage le principe de 'responsabilité de protéger' en cas de crimes de masse ou d'incitation à les commettre, mais aussi faire prévaloir la notion d'état de droit s'agissant du désarmement et de la non-prolifération.

Cette année verra aussi une action résolue pour relever le défi « primordial » du développement durable, ainsi que pour relancer les campagnes contre les violences basées sur l'orientation sexuelles et mettre fin à la violence contre les femmes.

« Cette Organisation a un solide bilan », a estimé M. Ban. « Le personnel des Nations Unies à travers le monde continue de s'acquitter de ses fonctions avec héroïsme, souvent dans des circonstances très difficiles. Mais nous devons faire encore davantage pour sauver des vies, une tâche qui est au cœur même de notre mandat.

« C'est notre avenir même que nous devons sauvegarder », a-t-il ajouté. « Faisons de l'année qui s'ouvre une année au cours de laquelle nous saurons surmonter la désunion et ne pas nous en tenir au plus petit dénominateur commun pour montrer que de bonnes solutions adoptées au niveau international sont dans l'intérêt des nations. »

En dépit d'un manque de fonds, le HCR renforce ses opérations



auprès des réfugiés syriens



Des réfugiés syriens patientent d'être enregistrés par le personnel du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) au Liban. Photo: HCR/M. Abu Asaker

22 janvier - Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a annoncé mardi une augmentation spectaculaire de l'enregistrement des réfugiés syriens, et de l'assistance qui leur est prêtée, en précisant qu'il fait son possible pour gérer cet afflux quotidien dans les pays voisins.

Moins d'un mois après la présentation du Plan d'action régional aux réfugiés syriens pour 2013, le HCR et ses partenaires ont lancé plusieurs programmes qui vont de l'enregistrement des demandeurs d'asile au travail de terrain, en passant par l'aide financière aux réfugiés. Ce Plan, d'un montant de 1,1 milliard de dollars, n'a toutefois été financé qu'à hauteur de 18%.

« Si des contributions financières ne sont pas faites rapidement, des milliers de Syriens vulnérables ne bénéficieront pas de l'aide dont ils ont cruellement besoin », a prévenu le porte-parole du HCR, Adrian Edwards, lors d'un point de presse donné à Genève.

Au Liban, où l'agence renforce actuellement sa capacité de réponse aux besoins croissants, le personnel du HCR enregistre en moyenne 1.500 réfugiés par jour. Mercredi dernier, les statistiques avaient atteint le chiffre record de 1.800 personnes, soit le nombre le plus important de personnes enregistrées en une seule journée depuis le début de l'action du Haut Commissariat en Syrie.

Pour faire face à cette situation, le HCR a ouvert un nouveau site d'accueil des réfugiés dans la vallée de la Bekaa et en prévoit un de plus à Tyr dans les prochains mois. « Nous avons également identifié des terrains destinés à agrandir les structures d'enregistrement en place à Beyrouth », a indiqué M. Edwards, en ajoutant que « ces efforts visent à réduire les périodes d'attente qui se situent actuellement autour de deux mois. »

Le porte-parole a également indiqué que l'aide financière devrait être élargie à 18.000 bénéficiaires d'ici le mois de juin. Les familles dans le besoin recevront une allocation en espèces, d'un montant mensuel d'environ 240 dollars, afin de couvrir une partie de leurs dépenses quotidiennes tout en contribuant à l'économie libanaise.

L'accélération du programme d'enregistrement en Jordanie, a poursuivi Adrian Edwards, vise à enregistrer jusqu'à 1.400 réfugiés syriens par jour dans le centre d'enregistrement d'Amman. Ce nombre augmentera de nouveau une fois que le centre d'Irbid, situé dans le nord du pays, sera opérationnel. Le porte-parole a également expliqué que 8.821 réfugiés syriens ayant traversé la frontière ces cinq derniers jours étaient arrivés au camp de Za'atri.

Près de 7.700 familles réfugiées, soit 30.000 personnes, bénéficient désormais d'une aide financière en Jordanie mais à cause du manque de financement, le HCR ne peut aider l'ensemble des 8.523 familles enregistrées ce mois-ci.

En Iraq, plus de la moitié des 73.150 réfugiés syriens enregistrés vivent dans des camps de réfugiés, 35% d'entre eux se trouvant en milieu urbain. Le HCR et ses partenaires ont aidé ces populations à se préparer aux conditions hivernales en distribuant des bâches en plastique, des matelas, du kérosène, des réchauds, des chauffages et des couvertures.

Des tentes sont également nécessaires en Turquie, où le HCR en a fourni 18.500. Selon les autorités turques, 156.801 réfugiés syriens se trouvent dans 15 camps répartis dans sept provinces.

De nouveau en hausse, le chômage mondial pourrait continuer d'augmenter en 2013, selon l'OIT



Le Directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT), Guy Ryder. Photo: OIT

22 janvier - Après avoir reculé pendant deux années consécutives, le chômage mondial connaît une nouvelle poussée et pourrait encore augmenter en 2013, met en garde l'Organisation internationale du Travail (OIT) dans un nouveau rapport, publié mardi, qui révèle cependant de fortes variations selon les régions.

D'après ce document, le nombre de chômeurs à l'échelle mondiale a grimpé de 4,2 millions en 2012 pour dépasser les 197 millions et atteindre un taux de 5,9%, selon les Tendances mondiales de l'emploi 2013.

Un quart de la hausse du chômage en 2012 s'est produite dans les économies avancées, tandis que trois quarts de cette hausse avaient lieu dans d'autres régions du monde, avec des effets significatifs dans des économies en développement en Asie de l'Est, en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne.

« La conjoncture économique incertaine et l'inadéquation des politiques mises en place pour y remédier ont affaibli la demande, freinant l'investissement et les embauches », indique dans un communiqué de presse le Directeur général de l'OIT, Guy Ryder.

«Cela a prolongé l'effondrement du marché du travail dans de nombreux pays, faisant chuter la création d'emplois et s'allonger la durée du chômage, même dans les pays qui comptaient auparavant peu de chômeurs et avaient un marché du travail dynamique.»

« Par ailleurs, nombre de nouveaux emplois exigent des compétences que les demandeurs d'emploi ne possèdent pas », explique-t-il. «Les gouvernements devraient intensifier leurs efforts pour financer des activités de formation et de recyclage des compétences afin de résorber ce décalage qui touche tout particulièrement les jeunes.»

Le rapport montre que le nombre de travailleurs pauvres dans le monde continue de chuter, mais à un rythme plus lent qu'avant la crise.

Une classe laborieuse à revenu intermédiaire est aussi en plein essor dans les pays émergents, ce qui pourrait donner un nouvel élan à l'économie mondiale. Mais, pour le moment, leur pouvoir d'achat ne peut compenser la croissance lente qui prévaut dans les pays avancés.

Pour ce qui est du moyen terme, la reprise économique mondiale prévue ne devrait pas être suffisamment forte pour faire baisser rapidement le chômage et le nombre de demandeurs d'emploi devrait augmenter pour dépasser les 210 millions au cours des cinq prochaines années, prédit le rapport.

La situation du marché du travail demeure particulièrement sombre pour les jeunes dans le monde, avec presque 74 millions de personnes âgées entre 15 à 24 ans qui sont sans emploi – soit un taux de chômage des jeunes de 12,6%.

Fait particulièrement inquiétant, de plus en plus de jeunes font l'expérience du chômage de longue durée. Environ 35% des jeunes chômeurs sont privés d'emploi depuis six mois ou plus. En conséquence, ils sont de plus en plus nombreux à se décourager et à quitter le marché du travail.

Connaître d'aussi longues périodes de chômage ou encore abandonner le marché du travail en début de carrière porte préjudice aux perspectives de long terme. Cette inactivité entame les compétences professionnelles et sociales des jeunes et les empêche d'acquérir une expérience professionnelle sur le tas.

Les différences régionales en matière de chômage des jeunes sont susceptibles de s'accroître. Il est prévu que la situation s'améliore lentement dans les économies développées au cours des cinq prochaines années, mais le chômage des jeunes va probablement augmenter dans les économies émergentes d'Europe orientale, d'Asie de l'Est et du Sud-Est et du Moyen-

Orient.

« La dimension mondiale de la crise implique que les pays ne peuvent en gérer l'impact tout seuls, en prenant uniquement des mesures de portée nationale », affirme le Directeur de l'OIT. «Le haut degré d'incertitude, qui retarde les investissements et la création d'emplois, ne baissera pas si les pays élaborent des solutions contradictoires ».

Le rapport invite par ailleurs les responsables politiques à se pencher aussi sur trois autres enjeux qui sont interdépendants: coordonner l'action de soutien à la demande globale, en particulier au moyen d'investissements publics tant que les investissements privés sont timides; traiter les problèmes croissants d'inadéquation du marché du travail par le biais de programmes de formation et reconversion; et donner la priorité à la lutte contre le chômage des jeunes.

Les systèmes qui garantissent l'emploi ou la formation de groupes ciblés de jeunes ont connu une certaine réussite dans certains pays européens, et ceci à un coût raisonnable.

«Le coût de l'inactivité, qui favorise le développement du chômage de longue durée et accentue la déconnexion des jeunes avec la société, serait bien plus élevé», prévient en conclusion M. Ryder.

L'afflux de réfugiés maliens vers les pays voisins en hausse, selon le HCR



Originaires de Diabaly, au Mali, Abdoullah et sa famille vivent maintenant dans une pièce utilisée pour le stockage.

Photo: HCR/H. Caux

22 janvier - Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a annoncé mardi que près de 7.500 réfugiés avaient fui le Mali vers les pays voisins depuis que les forces françaises et maliennes ont lancé dans ce pays, il y a presque deux semaines, une contre-offensive visant les militants islamistes et que cet exode se poursuit.

En Mauritanie, 4.208 réfugiés maliens sont arrivés depuis le début des affrontements armés, le 11 janvier dernier. Après avoir été enregistrées au centre de transit de Fassala, ces populations ont été transférées vers le camp de réfugiés de Mbéra, qui accueille déjà 55.000 personnes issues des précédents déplacements de population.

Au Niger, on compte désormais 1.300 nouveaux réfugiés, originaires principalement des régions de Ménaka et Andéramboukané. Au cours de la même période, le Burkina Faso a accueilli 1.829 nouveaux réfugiés. Ce sont principalement des Touaregs et des Songhaïs en provenance des régions de Gossi, Tombouctou, Gao et Bambara Maoudé.

« Pour aider ces personnes, nous avons construit deux hangars à Inabao, à la frontière avec le Mali. C'est actuellement le principal point d'entrée pour les nouveaux arrivants. Notre partenaire, Plan Burkina, a également réhabilité une pompe à eau et construit des latrines », a indiqué le porte-parole du HCR, Adrian Edwards, lors d'une conférence de presse donnée à Genève. « Cela vise notamment aussi à éviter d'éventuelles tensions avec la population locale », a-t-il ajouté.

Certains réfugiés ont fait le trajet en voiture ou en camion, d'autres à pied ou à dos d'âne. Nombre d'entre eux attendent l'arrivée imminente des membres de leurs familles.

Le HCR et ses partenaires continuent d'aider les réfugiés qui se trouvent dans des camps du Burkina Faso, du Niger et de Mauritanie en leur fournissant des systèmes de distribution d'eau potable et d'assainissement, ainsi que des services de base.

Au Burkina Faso, des véhicules font l'aller-retour à la frontière pour transporter les personnes qui ne peuvent plus marcher. « Nous continuons également à transférer les réfugiés depuis la frontière vers des sites plus sûrs à l'intérieur du pays », a précisé M. Edwards. Au total, le Burkina Faso accueille 38.776 réfugiés maliens.

Près de 150.000 Maliens ont trouvé refuge dans les pays voisins depuis le début de la crise dans leur pays, en janvier 2012. À l'intérieur du Mali, 229.000 personnes sont actuellement déplacées – principalement des résidents des zones de Kidal, Tombouctou et Gao.

Le Conseil de sécurité condamne le tir auquel a procédé la RPDC le 12 décembre 2012



Le Conseil de sécurité des Nations Unies.
ONU Photo/JC McIlwaine.

22 janvier - Le Conseil de sécurité a condamné mardi le tir auquel a procédé la République populaire démocratique de Corée (RPDC), le 12 décembre dernier, « en recourant à la technologie des missiles balistiques ».

Lancée depuis l'ouest de la RPDC, la fusée de longue portée Unha-3 avait survolé Okinawa, au Japon. Des débris étaient retombés dans l'océan au large de la péninsule coréenne, dans la mer de Chine orientale et les eaux des Philippines.

Ce tir est contraire aux résolutions précédentes du Conseil, qui exigent que la RPDC ne procède à aucun nouvel essai nucléaire ou tir recourant à cette technologie.

Dans une résolution adoptée à l'unanimité de ses quinze membres, le Conseil réitère cette exigence, demandant à nouveau à la Corée du Nord de suspendre « toutes activités liées à son programme de missiles balistiques » et de rétablir « dans ce contexte les engagements qu'elle avait souscrits en faveur d'un moratoire [...] ».

Il est également exigé de la RPDC qu'elle « abandonne totalement toutes armes nucléaires et programmes nucléaires existants de façon vérifiable et irréversible » et qu'elle « cesse immédiatement toutes les activités qui y sont liées ».

Des interdictions de voyager et le gel des avoirs sont également imposés par cette résolution à plusieurs personnes et entités nord-coréennes.

Immédiatement à l'issue de cette adoption, le Secrétaire général Ban Ki-moon s'est félicité de la décision unanime du Conseil. « Parlant d'une seule voix, [celui-ci] a réitéré sa position ferme selon laquelle la volonté de la RPDC de se doter de l'arme nucléaire, y compris les vecteurs, est inacceptable. »

Dans la déclaration communiquée par son porte-parole, M. Ban lance un appel urgent à ce pays pour qu'il respecte pleinement toutes les résolutions pertinentes. « Il l'appelle, en particulier, à s'abstenir de prendre une quelconque mesure qui pourrait exacerber les tensions sur la péninsule, y compris, tout autre tir effectué grâce à la technologie des missiles balistiques ou tout test nucléaire ».

Fermement convaincu que le dialogue est le seul moyen de réaliser la dénucléarisation de la péninsule coréenne et une paix durable dans toute la région, le Secrétaire général espère que toutes les parties concernées n'épargneront aucun effort pour reprendre leur engagement diplomatique, y compris par les pourparlers à six – les deux Corées, la Chine, les États-Unis, la Fédération de Russie et le Japon. Dans sa résolution, le Conseil réaffirme son soutien à ces pourparlers, dont il souhaite la reprise.

Ban exhorte les États Membres de la Conférence du désarmement à sortir de l'impasse



22 janvier - Lors de l'ouverture, mardi, de la session de 2013 de la Conférence du désarmement, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a exhorté les États à rompre l'immobilisme qui a marqué la Conférence depuis des années et de tout faire pour parvenir à un accord.

« Actuellement, le monde est trop lourdement armé et la paix sous-financée. Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre encore une année », a indiqué M. Ban dans un allocution faite en son nom par son représentant personnel auprès de la Conférence,

Kassym-Jomart Tokayev.

« Il est essentiel de sortir de l'impasse dans laquelle se trouve la Conférence pour éviter de compromettre sa crédibilité et

celle des mécanismes du désarmement », a-t-il insisté.

Établie en 1979, la Conférence, qui compte 65 États parties, a accouché de plusieurs instruments importants comme le Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP), la Convention sur les armes chimiques et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

M. Ban invite les États parties à relancer sans retard des négociations de fond et à reprendre leur tâche principale de négocier des traités multilatéraux dans le domaine du désarmement. Il les encourage en outre à collaborer plus étroitement avec la société civile.

L'ordre du jour adopté est identique à celui adopté l'an dernier. Il préconise la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire, la prévention de la guerre nucléaire, la prévention d'une course aux armements dans l'espace, des arrangements internationaux efficaces pour protéger les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de telles armes.

Les nouvelles générations d'armes de destruction massive et d'armes radiologiques devront également être discutées au cours de cette session, ainsi que le programme global de désarmement et la transparence dans le domaine des armements.

« La Conférence du désarmement a le potentiel d'être de nouveau au centre des négociations en matière de désarmement. Faisons en sorte qu'elle soit à la hauteur de ses responsabilités », a conclu le Secrétaire général.

L'Assemblée crée un groupe de travail chargé de définir des objectifs de développement durable post-2015



22 janvier - L'Assemblée générale des Nations Unies a créé mardi un Groupe de travail « à composition non limitée » chargé de définir les objectifs de développement durable que s'est fixés la communauté internationale pour l'après-2015.

Cette décision a été prise sept mois après la Conférence Rio+20, au cours de laquelle les États Membres de l'ONU avaient arrêté un certain nombre de mesures à prendre pour définir le programme de développement durable post-2015.

L'Assemblée générale des Nations Unies.

Le Président de l'Assemblée, Vuk Jeremić, a rappelé que la composition de ce Groupe était attendue depuis un certain temps. « Des mois de consultations ont été nécessaires pour y parvenir », a-t-il relevé, avant d'expliquer qu'il s'agit d'une « question stratégique qui pourrait façonner les travaux de l'ONU au cours des décennies à venir ».

Le groupe de travail aurait dû être formellement constitué au plus tard lors de l'ouverture de la soixante-septième session de l'Assemblée, en septembre dernier, mais sa composition a pris plus de temps que prévu. Il devra présenter ses propositions à l'Assemblée lors de sa soixante-huitième session.

Formé de 30 membres issus des cinq groupes régionaux de l'ONU – « afin de respecter une représentation géographique juste, équitable et équilibrée » -, le Groupe de travail est chargé de formuler des objectifs de portée mondiale pour la période post-2015, c'est-à-dire celle qui s'ouvrira après la date-butoir fixée pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), comme le prévoit le Document final de Rio+20.

Le Président de l'Assemblée a invité le Groupe de travail à entamer ses travaux le plus tôt possible, indiquant qu'il prévoyait une première réunion de ses membres au début du mois de février. « Il nous faut saisir cette occasion générationnelle pour que nos enfants héritent d'une planète où aucune nation ne sera laissée en marge », a lancé le Président de l'Assemblée à l'adresse des États Membres.

Des agences de l'ONU se mobilisent contre le gaspillage alimentaire



Une femme achète de la nourriture sur un marché. Photo FAO/J. Spanner

22 janvier - L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ont lancé mardi une campagne afin de réduire considérablement, par de simples gestes, les 1,3 milliard de tonnes de nourriture perdues ou gaspillées chaque année et contribuer ainsi à bâtir un avenir durable.

La campagne, qui vise à réduire les pertes tout au long de la chaîne de production et de consommation alimentaires, s'inscrit dans la continuité des initiatives prises dans le cadre du défi « Faim Zéro » du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon.

« Dans un monde qui compte sept milliards d'individus, qui devraient passer à neuf en 2050, le gaspillage de la nourriture n'a aucun sens économique, environnemental ou éthique », tranche le Directeur exécutif du PNUE, Achim Steiner, dans un communiqué de presse.

Cette nouvelle campagne cible spécifiquement les aliments gaspillés par les consommateurs, les détaillants et le secteur hôtelier et de la restauration. Elle mobilise l'expertise de plusieurs ONG spécialisées et les gouvernements qui bénéficient d'une expérience notable en matière de sensibilisation et de modification des pratiques à l'origine de gaspillages.

D'après la FAO, au niveau mondial, un tiers de la nourriture produite – soit en valeur environ un milliard de dollars – est perdue ou gaspillée dans les systèmes de production et de consommation alimentaires. Les pertes se produisent surtout dans les phases de production – récolte, transformation et distribution – alors que les gaspillages se produisent généralement aux niveaux du détaillant et du consommateur, à l'autre bout de la chaîne d'approvisionnement alimentaire.

« Outre les répercussions sur les coûts, il faut savoir que la terre, l'eau, les engrais et le travail requis pour faire pousser les aliments sont également gaspillés, sans compter les émissions de gaz à effet de serre produites à la fois par la décomposition des aliments dans les sites d'enfouissement et par le transport de la nourriture, qui est finalement jetée », a expliqué M. Steiner. « Pour faire émerger une vision d'un monde véritablement durable, nous devons transformer la façon dont nous produisons et consommons nos ressources naturelles. »

De son côté, le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, souligne qu'il est possible d'inverser cette tendance « inacceptable ».

« Dans les régions industrialisées, près de la moitié des aliments gaspillés – soit environ 300 millions de tonnes par an –, sont le fait de producteurs, de détaillants et de consommateurs qui jettent la nourriture alors qu'elle est encore propre à la consommation. Ceci dépasse le cadre de la production alimentaire nette totale de l'Afrique subsaharienne, et suffirait à nourrir les quelque 870 millions d'affamés que compte la planète », a expliqué M. da Silva.

« Si nous pouvons aider les producteurs à réduire les pertes grâce à de meilleures méthodes de récolte, de transformation, de stockage, de transport et de commercialisation, et allier cela à des changements profonds et durables des habitudes alimentaires, alors nous verrons un monde plus sain et libéré de la faim », ajoute-t-il.

Selon la FAO, environ 95% des pertes et du gaspillage d'aliments dans les pays en développement sont des pertes involontaires qui surviennent aux premiers stades de la chaîne d'approvisionnement alimentaire. Ces pertes sont dues à des contraintes financières et de gestion et à des limitations dans les techniques de récolte, ainsi qu'à des défaillances au niveau du stockage et des installations de refroidissement là où les conditions climatiques sont difficiles. Elles sont également dues à des problèmes d'infrastructures, d'emballage et de commercialisation.

Cependant, dans le monde développé, le gaspillage est également répandu. Lors de la fabrication des produits alimentaires et de la vente au détail, de grandes quantités de nourriture sont gaspillées en raison de pratiques inefficaces, de normes de qualité qui mettent exagérément l'accent sur l'aspect, d'erreurs sur les étiquettes de péremption et des comportements de

consommateurs prompts à jeter la nourriture comestible suite à des achats non justifiés. À signaler aussi, parmi les causes de gaspillage, le stockage inapproprié et les repas disproportionnés.

Le HCDH condamne l'exécution d'un Iranien, mineur au moment des faits pour lesquels il a été condamné



Logo du Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

22 janvier - Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme (HCDH), a exprimé mardi sa consternation à l'annonce de l'exécution d'un jeune garçon iranien qui était mineur au moment des faits qui lui sont reprochés.

Âgé de 21 ans, Ali Naderi aurait été exécuté mercredi 16 janvier pour un crime qu'il aurait commis lorsqu'il avait 17 ans. Il avait été condamné à mort pour avoir pris part à l'assassinat d'une femme.

« La peine de mort ne peut être imposée pour des crimes commis par des mineurs. Les instruments internationaux des droits de l'homme, dont la Convention relative aux droits de l'enfant et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auxquels la République islamique d'Iran est partie, interdisent formellement la peine de mort contre des personnes âgées de moins de 18 ans au moment des faits », a rappelé la porte-parole du HCDH, Cécile Pouilly, lors d'une conférence de presse donnée aujourd'hui à Genève.

L'exécution de M. Naderi est la première d'un mineur en Iran depuis septembre 2011. Il semblerait, précise le HCDH, que des efforts aient été déployés par les autorités iraniennes pour les prévenir. « Nous exhortons le gouvernement iranien à mettre fin aux exécutions de criminels mineurs une fois pour toutes », a déclaré Mme Pouilly.

D'après le HCDH, cinq autres individus courent le risque d'être exécutés à tout moment, la Cour suprême iranienne ayant confirmé leur peine. Il existe de sérieuses préoccupations quant à l'équité de ces procès, précédés d'accusations d'actes de torture.

« Plus de 400 personnes auraient été exécutées en 2012, dont une majorité pour des crimes liés au trafic de stupéfiants, crimes qui ne sont pas conformes aux normes d' "extrême gravité" prévues par le droit international », a expliqué la porte-parole.

« Nous exhortons le gouvernement à restreindre le recours à la peine de mort, à limiter le champ des crimes pour lesquels elle peut être imposée, à respecter les normes internationales qui garantissent des procès équitables et à garantir la protection des droits humains des accusés », a-t-elle ajouté.